



L'ACAREF est un vaste réseau de chercheurs francophones et francophiles né à la suite d'une série de colloques, de séminaires et de journées d'études organisés au Département de français à l'Université du Ghana entre 2015 et 2019 rassemblant chaque année plusieurs nationalités de chercheurs et d'experts autour des questions liées à l'Éducation, à la pédagogie, aux langues et aux humanités. L'ACAREF est une vitrine des chercheurs francophones et se présente comme un creuset de documentations, de promotion de la recherche et de l'expertise francophones. Elle représente un pont entre les chercheurs de tous les horizons et encourage la collaboration entre chercheurs et Experts africains afin de leur donner plus de visibilité au plan international à travers une large diffusion de leurs travaux de recherches. L'ACAREF est également un lieu où plusieurs réseaux de chercheurs ou revues internationales se croisent. Elle représente en Afrique, l'Observatoire Européen du Plurilinguisme (OEP, Paris - France). L'ACAREF collabore avec les revues suivantes:

- Les cahiers du CEDIMES, France
- La collection FLE/FLA, Université de Kenyatta, Kenya
- La collection Plurilinguisme, Paris, France

JUIN-2023

LES CAHIERS DE L'ACAREF



Revue en Open Access & Indexée dans  
des bases de visibilité internationale

*Numéro coordonné par*

***Sanaliou KAMAGATE***

*UFHB, Cocody, Côte d'Ivoire*



*Sous la direction de*

***Koffi Ganyo AGBEFLE***

*Histoire*

*Science Politique*

*Géographie*

*Autres sciences sociales*

**TOME 3**



# LES CAHIERS DE L'ACAREF

Vol. 5 N° 12/Juin 2023

ISSN 2790- 0371 (Print)

ISSN 2790- 038X (Online)

*Tome 3 :*

*Histoire- Science Politique- Géographie- Autres sciences  
sociales*

LES CAHIERS DE L'ACAREF

Vol. 5 N° 12/Juin 2022

TOME 3

## Lien d'indexation Tome 3

<https://explore.openaire.eu/search/publication?pid=10.5281%2Fzenodo.8032958>

## Indexed in



Open Access Infrastructure for Research in Europe

DOI

10.5281/zenodo.8032958

*Numéro coordonné par*  
**Sanaliou KAMAGATE**  
UFHB, Cocody, Côte d'Ivoire

**Sous la direction de**  
*Koffi Ganyo AGBEFLE*

LES CAHIERS DE L'ACAREF

Revue dirigée par L'Académie Africaine de Recherches et d'Etudes  
Francophones

*Numéro coordonné par*  
**Sanaliou KAMAGATE**  
UFHB, Cocody, Côte d'Ivoire

Le contenu de *ces articles* ou opinions d'expert *n'engagent* que  
leurs *auteurs*



Toute reproduction interdite  
sans l'autorisation de l'éditeur  
Copyright, ACAREF-DELLA/EFUA

## **Conseil restreint de direction scientifique du Numéro**

Christian Tremblay, OEP, Paris France  
Marc Richeveaux, CEDIMES, France  
Akimou Tchagnaou, Université de Zinder, Niger  
Marcel Vahou, Université de Cocody, Côte d'Ivoire  
Yelian Constant AGUESSY, Université Parakou, Bénin  
Norbert AGOINON, Université Parakou, Bénin

### **Sous la direction de**

*Koffi Ganyo AGBEFLE*

### **Equipe technique**

**Marquette et illustration : Koffi AMEWOU**

**Mise en page : A. D. KPATI**

## **Comité scientifique international de l'ACAREF**

- AFELI Kossi Antoine, Université de Lomé, Togo
- AKASI Clément, University of Howard, USA
- BADASU Cosmas. K., Université de Legon, Ghana,
- BLANCHET Philippe, Université de Rennes 2, France
- DAO Yao, Université de Lyon 2, France
- DEVRIESERE Viviane, Isfec Aquitaine, Bordeaux France
- DOSSOU Paulin Jésutin, Université Parakou, Bénin
- ELHADJI YAWALE MAMAN, Université de Zinder, Niger
- FAULKNER Morgan, St Francis Xavier University Antigonish, Canada
- KOUDJO Bienvenu, Université d'Abomey Calavi, BENIN
- LEMAIRE Eva, Université d'Alberta, Canada
- LEZOU KOFFI Aimée-Danielle, UFHB, Abidjan, Côte d'Ivoire
- MAURER Bruno, Université de Montpellier 3, France
- NAPON Abou, Université de Ouagadougou 1, Burkina Faso
- RICHEVEAUX Marc, Institut CEDIMES, France
- SORBA Nicolas, Université de Corse, France
- SOW N'diémé, Université e Ziguinchor, Sénégal
- TCHAGNAOU Akimou, Université de Zinder, Niger
- TCHEHOUALI Destiny, Montréal, Canada
- TREMBLAY Christian, OEP, Paris France
- TUBLU Yves, CELHTO UA Niamey, Niger
- VAHOU, K. Marcel, Université FHB, Cocody, Côte d'Ivoire
- YEBOUA Kouadio D., ENS UFH Côte d'Ivoire
- YENNAH Robert, Legon University, Ghana

## Préface

Ce numéro des CAHIERS DE L'ACAREF renferme une quinzaine d'articles aussi riches que variés, portant sur différentes thématiques, abordées par les contributeurs de plusieurs disciplines et originaires de plusieurs pays africains. Avec des méthodes rigoureuses de rédaction scientifique, les thèmes abordés sont liés à la variabilité et au changement climatique, à la sphère géopolitique internationale, à l'exploitation des ressources naturelles, à la science et à la technique en Afrique subsaharienne. Les différentes contributions se caractérisent par une démarche scientifique rigoureuse, un niveau de langue soutenue et accessible ainsi qu'une analyse pointue des données.

Cette réflexion pluridisciplinaire fait la part belle aux enjeux du développement durable en rapport avec les spécialités connexes des sciences sociales et humaines. L'adoption de ce programme à l'horizon 2030 en 17 objectifs de développement durable (ODD) établit les bases d'un développement plus inclusif et plus protecteur de l'environnement. Avec des irrégularités marquantes, les mutations liées aux changements climatiques constituent une menace pour la planète. Le continent africain n'échappe donc pas à cette situation.

Le changement climatique a un impact considérable sur les récoltes des zones savanicoles et désertiques. De nombreuses contraintes naturelles pesant sur les productions agricoles amènent les populations des territoires concernés à faire preuve résilience pour limiter les dégâts. Ce qui n'est pas toujours évident. C'est le cas au Tchad, où la province de Borkou située dans le désert du Sahara, a été affectée au cours de ces dernières années par une destruction chronique des palmeraies, avec des périodes de feu de brousse plus accrues, de la sécheresse et de l'ensablement, réduisant les capacités de résilience des populations (Paulin GOTILO). Au Burkina-Faso, les variabilités climatiques au sein de la commune de Korsimoro, impacte négativement les activités socioéconomiques, notamment l'agriculture pluviale qui occupe la majorité de la population. Au Bénin, plusieurs écosystèmes subissent, dans le sous bassin de la Pendjari, une dégradation du fait de la forte variabilité climatique, selon Constantin K. Armel PANDA et al.

Dans la plupart des pays africains, la baisse des revenus consécutive au faible taux de production observé ces dernières années a ainsi entraîné une dégradation du cadre et des conditions de vie des

populations rurales. Cette faible productivité est due à l'augmentation de la température, à la diminution des pluies et à l'irrégularité des saisons. La dégradation de l'environnement concerne également le milieu urbain, soumis à une forte exploitation du fait de la révolution scientifique et technologique. La forte pression foncière aussi bien en zone rurale qu'en ville, la baisse de la fertilité des sols, la désertification, la destruction de la biodiversité et la diminution des ressources en eau sont autant de facteurs qui accentuent l'insuffisance alimentaire, voire les conflits fonciers et/ou communautaires.

Face à cette situation préoccupante, les dirigeants réfléchissent à des solutions durables afin de mettre à l'abri les populations vulnérables. C'est dans ce contexte que le principe de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) s'intègre au sein des entreprises africaines afin de prendre en compte les questions environnementales et sociales. Le cas du Gabon avec la Compagnie Minière de l'Ogooué (COMILOG) en est une illustration, même si elle présente des limites. Les progrès initiés et portés par les grandes entreprises (Shell Gabon, Total Gabon, COMILOG) ont précédé les actions publiques en matière de législation et de réglementation.

Face aux difficultés qu'impose le changement climatique, il est impérieux de penser à une meilleure gestion des ressources naturelles du continent africain. L'exploitation des ressources naturelles est le second axe abordé dans cette publication scientifique à travers les cas du Niger, du Cameroun et du Burkina Faso. Effet, L'un des revers du développement économique et de la course à l'enrichissement est l'orpaillage clandestin. Ce phénomène est une véritable gangrène pour plusieurs États africains en raison des nombreux dommages et vices qu'il engendre. Les sites d'orpaillage clandestin sont des zones rouges où les exploitants miniers règnent en maîtres absolus, loin du contrôle de l'État, comme le souligne Abdoulaye SEIDOU et de Djafarou BOUBACAR dans leur texte sur le cas nigérien où l'État a du mal à réglementer cette activité sur le site de Koma Bangou. La destruction considérable du sol après le passage des exploitants a ainsi un impact négatif sur les activités agricoles. L'insécurité, la corruption, la drogue, la prostitution et la pollution des eaux sont également les corollaires de l'anarchie qui règne dans ces zones. Au-delà des textes de loi, les autorités africaines gagneraient à réguler l'exploitation minière afin qu'elle participe

réellement à l'essor économique de leurs pays.

Quant à l'agriculture et à la vulnérabilité foncière, il serait judicieux d'opter pour de nouvelles techniques culturales telles que les polycultures ou associations culturales au détriment de la monoculture pérenne. Les enjeux fonciers liés à l'introduction de l'anacardier et à sa diffusion dans le système agricole actuel du septentrion camerounais interpellent les autorités gouvernementales sur leur responsabilité à réguler ce secteur car les conflits fonciers deviennent de plus en plus récurrents. En général, les conflits dans le monde rural en Afrique subsaharienne sont provoqués par la pression exercée sur les ressources du sol et du sous-sol qui sont indispensables à la survie des populations. L'eau n'est ainsi pas épargnée par les changements climatiques en Afrique. En effet, la recrudescence des phénomènes climatiques extrêmes perturbe les ressources en eau et le bon déroulement des activités socio-économiques (Constantin K. Armel PANDA).

Par ailleurs, quant au tourisme, ce secteur fonde beaucoup d'espoir pour l'économie africaine, depuis sa reconnaissance comme activateur du développement en 2002, après le sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg. Il faudrait donc veiller à ce que le tourisme tienne toujours compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux ; de sorte que toute la population en tire profit, d'où cet article de Rawelguy Ulysse Emmanuel OUEDRAOGO et al. du Burkina Faso intitulé : «Le tourisme, une alternative pour la préservation des ressources naturelles et l'auto-prise en charge des collectivités : cas de Grand Popo (Bénin) ».

Une autre thématique abordée dans ce numéro des CAHIERS DE L'ACAREF porte sur la sphère géo-politique internationale. La géopolitique, définie par Yves Lacoste comme étant « l'étude des rivalités de pouvoir sur des territoires et des populations qui y vivent », prend de l'ampleur au même titre que les territoires. C'est ainsi que la montée du terrorisme constitue une préoccupation dans plusieurs Etats. L'exemple du Nigéria est de plus en plus inquiétant avec le rôle ambigu de certains gouverneurs dans la gestion de cette situation. Il s'en est donc suivi une implantation et une croissance de l'influence des groupes radicaux dans le nord du pays avec l'enlèvement massif de femmes. Kouakou Didié KOUADIO propose ainsi de « mettre en évidence la responsabilité de l'Etat fédéral et des gouverneurs des régions du Nord dans l'apparition soudaine et la continuité du climat d'insécurité imposé par les groupes

terroristes au Nigéria ».

Les difficultés rencontrées dans les pays africains ne sont pas uniquement liées aux facteurs endogènes. Des facteurs exogènes ont aussi impacté la vie socio-économique des pays africains. Il s'agit notamment de la guerre froide qui a mis le continent africain au cœur des relations internationales de 1960 à 1990. Mais, les divergences politiques et idéologiques entre les deux grandes puissances (USA et URSS), ont favorisé la formation et le renversement de certaines alliances. Selon Gnagne Antoine SESS « les renversements d'alliances ont été tout de même des moments privilégiés de l'exercice de l'indépendance des pays africains dans ce jeu dominé en grande partie par les puissances étrangères ». Les pays africains n'hésitaient pas à tisser des relations de coopération avec les puissances étrangères dans l'intérêt de leur régime ou de leur pays. Même si ces alliances n'ont pas eu un impact considérable sur la guerre froide, elles ont tout de même jeté les bases de l'indépendance de ces pays africains. Par ailleurs, à l'instar des régions occidentales, des alliances de partenariat économique entre des régions africaines se sont créées. Il s'agit notamment de la Communauté Economique des Pays des Grands lacs, la CEPGL. Cependant, les nombreuses guerres et les conflits internes ont fragilisé cette communauté pourtant porteuse d'espoir. Les Etats de ses différents pays ont privilégié l'intérêt national plutôt que celui de la communauté en raison de l'insécurité grandissante depuis 1990. Ces Etats gagneraient à créer une unité de défense mutuelle et un renforcement de la coopération régionale pour la sécurité alimentaire et l'amélioration du transport.

S'agissant de la question de l'inégalité du genre dans la politique ou l'administration, elle est abordée par certains auteurs. En effet, la sous-représentativité des femmes est manifeste dans plusieurs domaines de la vie des nations. De l'avis de Fred Jérémie MEDOU NGOA « la transformation remarquée au premier Sénat camerounais est à la fois significative sous un prisme genré mais aussi complexe, pour les femmes, car contrôlée sous le prisme de la domination masculine ». L'intégration progressive des femmes en politique en Afrique, à l'instar du parlement Camerounais, constitue une avancée qui mérite d'être poursuivie dans les autres Etats du continent.

Pendant la période de la guerre froide, la science et la technologie ont connu une avancée remarquable du fait de la course aux armements. A l'ère de la mondialisation, l'Afrique ne veut pas rester en marge de ces

innovations qui marquent ce siècle. La science et la technique étant au centre des secteurs clés de la société, leur influence est de plus en plus croissante. Toutefois, il serait avantageux pour les gouvernants de baliser ce domaine de sorte qu'il soit au service du bien-être de l'Homme et celui de la société. Les récentes dérives et les débats autour de l'Intelligence Artificielle devraient être pris au sérieux, même si cette technologie n'est pas encore développée dans les pays africains. En effet, comme le soutient François Rabelais, science sans conscience n'est que ruine de l'âme.

L'usage de la technologie est néanmoins une réalité dans certains domaines d'activités comme celui de l'archivage. L'article de Tiègbè Gaston KONE se singularise par la thématique abordée dans cette publication collective. Face à la nouvelle dynamique de la digitalisation avec pour slogan "zéro papier", il convient de se pencher sur le secteur de l'archivage en l'encadrant et en légiférant de sorte que l'archivistique ne soit pas dépossédé de son rôle originel.

Cette revue offre au lecteur, un contenu riche et varié sur des problématiques d'actualité dans les espaces et territoires africains. Bravo à tous les contributeurs et à toute l'équipe de la revue LES CAHIERS DE L'ACAREF qui ne cesse de faire la promotion de la recherche scientifique en Afrique.

**Dr KAMAGATE Sanaliou**

*Maître de Conférences (CAMES), UFHB-Abidjan*

*Manager pôle Gouvernance Territoriale et Environnementale du PTR GD du CAMES*

## SOMMAIRE

<b>1. REGULATION DE L'ORPAILLAGE AU NIGER : LE SITE DE KOMA BANGOU A L'EPREUVE DES FAITS</b> _ Abdoulaye SEIDOU & Djafarou BOUBACAR ZANGUINA __ <i>Niger</i> .....	11
<b>2. VULNERABILITE FONCIERE ET INNOVATION AGRICOLE QUELS ENJEUX POUR LA CULTURE DE L'ANACARDIER DANS LE SEPTENTRION CAMEROUNAIS ?</b> _ Efua Mva ESSIEN __ <i>Cameroun</i> .....	27
<b>3. DU POSITIONNEMENT GENRE AU PREMIER SENAT CAMEROUNAIS : UN REGARD POLITISTE ET ANTHROPO-JURIDIQUE</b> _ Fred Jérémie MEDOU NGOA __ <i>Cameroun</i> .....	46
<b>4. ACTEURS POLITIQUES, ÉMERGENCE ET PÉRENNITÉ DE LA NÉBULEUSE TERRORISTE AU NIGERIA (1999-2020)</b> _ Kouakou Didié KOUADIO __ <i>Côte d'ivoire</i> .....	66
<b>5. L'URBANISATION ET LA DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN EN AFRIQUE</b> _ Kan Josué KOUAME & Issouf CAMARA __ <i>Côte d'ivoire</i> .....	80
<b>6. JACQUES ELLUL ET LA PRIMAUTE DE LA TECHNIQUE</b> _ Pingdawendé Toussaint Kaleb SAWADOGO __ <i>Burkina-Faso</i> .....	90
<b>7. LE TOURISME, UNE ALTERNATIVE POUR LA PRESERVATION DES RESSOURCES NATURELLES ET L'AUTO-PRISE EN CHARGE DES COLLECTIVITES : CAS DE GRAND POPO (BENIN)</b> _ Rawelguy Ulysse Emmanuel OUEDRAOGO et Al __ <i>Burkina-Faso</i> .....	106
<b>8. LA RSE AU SEIN DES ENTREPRISES AU GABON, UNE NOUVELLE PHASE DE DEVELOPPMEMENT</b> _ Bertin YANGA NGARY & Alida Leidi OLLOUO BAPARA __ <i>Gabon</i> .....	123
<b>9. GUERRE FROIDE ET RENVERSEMENTS D'ALLIANCES EN AFRIQUE (1960-1990)</b> _ Gnagne Antoine SESS __ <i>Côte d'ivoire</i> .....	138
<b>10. PALMERAIE : CULTURE DE RESILIENCE DE LA POPULATION DE BORKOU FACE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE</b> _ Paulin GOTILO __ <i>Tchad</i> .....	151
<b>11. IMPACT DE LA VARIABILITE CLIMATIQUE SUR LES RESSOURCES EN EAU DANS LE SOUS BASSIN DE LA PENDJARI (NORD-OUEST BENIN)</b> _ Constantin K. Armel PANDA et Al __ <i>Bénin</i> .....	167

<b>12. PROBLEMATIQUE DE L'INTEGRATION REGIONALE DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES GRANDS LACS _</b> Floribert MANIRAKIZA et Al __ <i>Burundi</i> .....	<b>186</b>
<b>13. L'UNITE DE FORMATION ET DE RECHERCHES COMMUNICATION MILIEU ET SOCIETE (UNIVERSITE ALASSANE OUATTARA) FACE AUX ENJEUX LIES A LA RECEPTION ET AU DEVELOPPEMENT DE L'IA EN COTE D'IVOIRE _</b> Kouassi Touffouo Frederic PIRA & Dja André Ouréga Junior GOKRA __ <i>Côte d'ivoire</i> .....	<b>202</b>
<b>14. CARACTERISATION DE LA VARIABILITE CLIMATIQUE DANS LA COMMUNE DE KORSIMORO (CENTRE-NORD DU BURKINA FASO) _</b> Ibrahim OUEDRAOGO __ <i>Burkina-Faso</i> .....	<b>219</b>